

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ville de Sainte-Thérèse | 73010 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Cindy Caron, CPA, OMA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Sainte-Thérèse pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Signature



Date 1 mai 2023

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Sainte-Thérèse

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Sainte-Thérèse (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Thérèse au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Thérèse inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des faits saillants contenus dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états. Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Nous avons obtenu les faits saillants avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MNP SENCRL, s.r.l. ¹

MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Laval (Québec), Le 1er mai 2023

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A123107

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	44 173 400	44 435 615	42 989 016
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 894 700	2 818 225	2 560 008
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 641 476	6 568 569	2 590 021
Services rendus	5	6 862 468	6 713 772	6 398 961
Imposition de droits	6	3 022 900	11 655 543	8 230 833
Amendes et pénalités	7	2 541 350	1 712 650	2 017 384
Revenus de placements de portefeuille	8	83 000	577 334	80 967
Autres revenus d'intérêts	9	265 313	415 136	509 722
Autres revenus	10	320 697	(236 676)	416 437
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	61 805 304	74 660 168	65 793 349
Charges				
Administration générale	14	9 420 500	9 444 177	8 639 995
Sécurité publique	15	14 590 777	14 795 668	14 368 798
Transport	16	14 596 000	14 505 501	14 095 491
Hygiène du milieu	17	10 957 692	10 908 847	11 969 856
Santé et bien-être	18	239 800	212 144	209 517
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 504 675	1 218 304	1 252 445
Loisirs et culture	20	10 556 461	10 299 613	9 271 179
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 663 154	1 627 982	1 691 985
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	63 529 059	63 012 236	61 499 266
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 723 755)	11 647 932	4 294 083
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		102 003 188	97 709 105
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		102 003 188	97 709 105
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		113 651 120	102 003 188

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	32 043 205	16 863 781
Débiteurs (note 5)	2	22 071 806	22 662 615
Prêts (note 6)	3	4 618 458	4 641 420
Placements de portefeuille (note 7)	4	19 441	14 152
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	58 752 910	44 181 968
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 768 148	10 017 865
Revenus reportés (note 12)	12	3 572 639	2 039 320
Dettes à long terme (note 13)	13	83 878 622	79 136 092
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 553 229	1 988 553
Autres passifs (note 14)	15		
	16	98 772 638	93 181 830
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(40 019 728)	(48 999 862)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	152 141 106	149 636 606
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	349 784	349 784
Stocks de fournitures	20	870 497	720 467
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	309 461	296 193
	23	153 670 848	151 003 050
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	113 651 120	102 003 188
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 723 755)	11 647 932	4 294 083
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	20 926 700)(	11 403 565)(	8 974 863)
Produit de cession	3		27 321	49 846
Amortissement	4	7 719 632	8 245 251	8 518 844
(Gain) perte sur cession	5		626 493	47 569
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(13 207 068)	(2 504 500)	(358 604)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			(107 500)
Variation des stocks de fournitures	10		(150 030)	194 827
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(13 268)	47 125
	13		(163 298)	134 452
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(14 930 823)	8 980 134	4 069 931
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(48 999 862)	(58 174 249)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			5 104 456
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(48 999 862)	(53 069 793)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(40 019 728)	(48 999 862)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 647 932	4 294 083
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 245 251	8 518 844
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession d'imm	3	626 493	47 569
▪ Prov. moins-value placement	4	501	2 991
	5	20 520 177	12 863 487
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	590 809	2 276 808
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(249 717)	(118 802)
Revenus reportés	9	1 533 319	1 135 546
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(435 324)	(235 885)
Propriétés destinées à la revente	11		(107 500)
Stocks de fournitures	12	(150 030)	194 827
Autres actifs non financiers	13	(13 268)	47 125
	14	21 795 966	16 055 606
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(11 403 565)	(8 974 863)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	27 321	49 846
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(11 376 244)	(8 925 017)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(45 790)	(186 549)
Remboursement ou cession	21	62 962	28 851
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	17 172	(157 698)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	19 175 000	23 472 374
Remboursement de la dette à long terme	26	(14 346 482)	(18 031 124)
Variation nette des emprunts temporaires	27		(1 099 100)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(85 988)	85 912
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	4 742 530	4 428 062
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	15 179 424	11 400 953
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	33	16 863 781	5 462 828
Solde déjà établi	34		
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	16 863 781	5 462 828
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	32 043 205	16 863 781

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en corporation et est régie par la Loi des cités et villes du Québec, L.R.Q., chapitre C-19.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S-23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville de Sainte-Thérèse. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que des partenariats reconnus comme non commerciaux en vertu de principes généralement reconnus.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Le périmètre comptable de la Ville comprend les partenariats suivants dans les proportions indiquées:

- Régie Intermunicipale de Police Thérèse-De Blainville: consolidation ligne par ligne à un taux de 34,89% pour les résultats et à un taux de 34,57% pour l'état de la situation financière;

- Régie Intermunicipale d'assainissement des eaux de Sainte-Thérèse et de Blainville: consolidation ligne par ligne à un taux de 55,02% pour les résultats et à un taux de 55,33% pour l'état de la situation financière;

- Régie Intermunicipale du Parc du Domaine Vert: consolidation ligne par ligne à un taux de 25,00% pour les résultats et à un taux de 25,00% pour l'état de la situation financière.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville, ses organismes contrôlés et ses partenariats consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements à court terme liquides exclus des placements de portefeuille.

Prêts

La Ville de Sainte-Thérèse a fait un prêt sans intérêt et sans échéance à la Corporation du Centre Culturel et Communautaire Thérèse-de-Blainville. Ce prêt est évalué au plus faible du coût et de sa valeur de recouvrement.

Placements de portefeuille

Les placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

La Ville et ses partenariats comptabilisent les immobilisations et les autres actifs non financiers à titre d'actifs étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services dans les exercices ultérieurs.

Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ces passifs, à moins d'être vendus.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur de réalisation nette.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur marchande de réalisation, selon le moins élevé des deux. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs. Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Administration municipale

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Infrastructures	Linéaire	de 15 à 40 ans
Bâtiments	Linéaire	de 15 à 40 ans
Véhicules	Linéaire	de 10 à 20 ans
Ameublement & équipement de bureau	Linéaire	de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage & équipement divers	Linéaire	de 10 à 20 ans

Régie Intermunicipale de Police Thérèse-De Blainville

Véhicules	5 et 15 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5, 7, 10 et 15 ans
Améliorations locatives	Durée restante de l'entente

Régie Intermunicipale d'assainissement des eaux de Sainte-Thérèse et de Blainville

Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 et 10 ans

Régie Intermunicipale du Parc du Domaine-Vert

Bâtiments	40 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans
Véhicules	10 ans
Infrastructures du parc	10 et 20 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de la valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville et ses partenariats bénéficieront au cours des prochains exercices financiers.

Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville et ses partenariats bénéficieront des services acquis.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission et les frais de refinancement liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire.

Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme.

La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

E) Revenus

Taxes et compensations tenant lieu de taxes

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles.

Les taxes et compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Services rendus

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Imposition de droits

Les droits de mutation immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Amendes et pénalités

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Revenus de placements de portefeuille et autres revenus d'intérêts

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Ville constate des produits tirés d'intérêts lorsque la mesure et le recouvrement des produits en cause sont raisonnablement sûrs et en fonction du temps écoulé.

Autres revenus

Les autres revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu des opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 (Administration municipale et Régie intermunicipale d'assainissement des eaux Sainte-Thérèse et Blainville)

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

Avantages sociaux futurs (Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville)

- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

Financement à long terme des activités de fonctionnement (Administration municipale et Régie intermunicipale d'assainissement des eaux Sainte-Thérèse et Blainville)

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

- Éléments présentés à l'encontre des DCTP :

- Financement des activités de fonctionnement : part des frais d'émission de la dette à long terme financés à long terme et inscrits à titre de frais reportés, qui n'a pas encore été imputée aux activités de fonctionnement; ces frais reportés sont amortis et passés en charges sur la durée de la dette correspondante.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Estimations comptables:

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la valeur de remplacement des stocks, la durée d'utilité et la juste valeur des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires, avantages sociaux et contestations d'évaluation et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 32 043 205	16 863 781
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪	3	
▪	4	
▪	5	
▪	6	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 32 043 205	16 863 781
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9 32 043 205	16 863 781
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10 1 319 013	722 486
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11 7 018 356	9 269 445

Note**5. Débiteurs**

	2022	2021
Taxes municipales	12 1 814 422	1 747 886
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14 11 469 146	11 092 277
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15 3 807 641	3 635 231
Organismes municipaux	16 939 098	991 362
Autres		
▪ Droits de mutation	17 3 254 229	4 156 993
▪ Entreprises, individus	18 787 270	1 038 866
	19 22 071 806	22 662 615
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20 8 812 329	8 909 992
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21	
Organismes municipaux	22 236 080	276 480
Autres tiers	23	
	24 9 048 409	9 186 472
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25 1 217 353	1 255 727
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26 6 681 740	5 254 855
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	
Ministère de la Culture et des Communications	29 1 579 744	1 708 176
Autres ministères/organismes	30 3 207 662	4 129 246
	31 11 469 146	11 092 277

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		34 110
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪ CCCCTB	34	4 594 737	4 554 737
▪ Porte de l'emploi	35	23 721	52 573
	36	4 618 458	4 641 420
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	19 441	14 152
Autres placements	39		
	40	19 441	14 152
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42	501	2 991

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(1 553 229)	(1 988 553)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44		
	45	(1 553 229)	(1 988 553)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	1 818 459	2 016 422
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47		
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49	4 401	4 348
Régimes de retraite des élus municipaux	50	117 756	115 724
	51	1 940 616	2 136 494

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note**10. Emprunts temporaires**

Au 31 décembre 2022, la Ville dispose de facilités de crédit autorisées totalisant 5 500 000 \$, dont 0 \$ sont utilisés au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021, portant intérêt au taux préférentiel, renouvelable annuellement et sans garantie.

De plus, la Régie de police bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base de la BMO moins ½ pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus, une facilité de crédit Master Card d'un montant de 50 000 \$ est aussi disponible. Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

Par ailleurs, la Régie d'assainissement dispose d'une marge de crédit de 100 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021, cet emprunt était inutilisé.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	3 627 367	4 295 966
Salaires et avantages sociaux	56	4 078 377	3 124 319
Dépôts et retenues de garantie	57	1 452 353	2 093 426
Provision pour contestations d'évaluation	58	60 454	57 267
Autres			
▪ Intérêts courus dette LT	59	434 699	330 205
▪ Gouvernement et org. mun.	60	65 161	4 260
▪ Autres courus et passifs	61	49 737	112 422
▪	62		
▪	63		
	64	9 768 148	10 017 865

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	369 729	244 938
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	370 716	294 831
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Subvention et aures	80	2 824 141	1 487 733
▪ Dépôt de réservation	81	3 617	7 134
▪ Dû vélo de montagne	82	4 436	4 684
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	3 572 639	2 039 320

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,40	2023	2027	88	84 376 134	79 547 616
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres					95		
					96	84 376 134	79 547 616
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(497 512)	(411 524)
					98	83 878 622	79 136 092

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2023	99		15 829 398			15 829 398
2024	100		15 642 640			15 642 640
2025	101		20 105 111			20 105 111
2026	102		18 315 091			18 315 091
2027	103		14 030 323			14 030 323
2028 et plus	104		453 571			453 571
	105		84 376 134			84 376 134
Intérêts et frais accessoires	106		()	()
	107		84 376 134			84 376 134

Note

14. Autres passifs

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	38 311 979	823 639		39 135 618
Eaux usées	116	61 009 015	1 355 039	(40 060)	62 404 114
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	51 464 985	4 623 820		56 088 805
Autres					
▪ Autres	118	30 613 500	1 065 563		31 679 063
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	38 531 613	218 473	(178)	38 750 264
Améliorations locatives	122	159 475	16 957	3 016	173 416
Véhicules	123	8 841 313	1 485 203	322 121	10 004 395
Ameublement et équipement de bureau	124	2 994 663	256 384	29 677	3 221 370
Machinerie, outillage et équipement divers	125	11 645 099	644 276	46 519	12 242 856
Terrains	126	7 346 664		642 710	6 703 954
Autres	127	28 341			28 341
	128	250 946 647	10 489 354	1 003 805	260 432 196
Immobilisations en cours	129	861 680	914 211		1 775 891
	130	251 808 327	11 403 565	1 003 805	262 208 087
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	11 149 382	968 365		12 117 747
Eaux usées	132	29 176 561	1 549 662		30 726 223
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	22 747 074	2 015 047		24 762 121
Autres					
▪ Autres	134	10 957 974	1 252 298		12 210 272
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	13 461 228	988 513		14 449 741
Améliorations locatives	138	113 043	23 447	3 016	133 474
Véhicules	139	6 017 621	458 392	270 466	6 205 547
Ameublement et équipement de bureau	140	1 626 056	398 713	29 712	1 995 057
Machinerie, outillage et équipement divers	141	6 896 725	588 535	46 797	7 438 463
Autres	142	26 057	2 279		28 336
	143	102 171 721	8 245 251	349 991	110 066 981
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	149 636 606			152 141 106
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	349 784	349 784
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150		
	151	349 784	349 784
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	349 784	349 784

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Divers	165	309 461	296 193
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	309 461	296 193

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée en vertu de contrats de déneigement, d'évaluation foncière, de disposition des matières résiduelles et autres engagements échéant en 2027 pour une somme totale de 33 014 006 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices en vertu de ces contrats se détaillent comme suit:

2023:	27 210 299 \$
2024:	3 902 279 \$
2025:	1 047 648 \$
2026:	610 518 \$
2027:	243 262 \$

De plus, la quote-part de la Ville relativement aux engagements des partenariats est la suivante:

	Régie Intermunicipale de Police Thérèse-De Blainville	Régie Intermunicipale d'assainissement des eaux de Sainte-Thérèse et de Blainville
2023	145 549 \$	279 538 \$
2024		43 874 \$
2025		44 269 \$
2026		44 668 \$
2027		45 070 \$

20. Droits contractuels

La Ville a conclu des baux de location échéant en 2030 pour une somme totale de 4 178 821 \$. Les droits contractuels découlant de ces ententes au cours des 5 prochains exercices se détaillent comme suit :

2023 :	1 340 294 \$
2024 :	517 716 \$
2025 :	455 993 \$
2026 :	400 632 \$
2027 :	285 552 \$

Pour l'exercice financier 2023, les droits contractuels relatifs aux paiements de transfert découlant d'ententes intervenues avec le gouvernement du Québec sont estimés à 41 295 \$ et avec le gouvernement du Canada sont estimés à 93 848 \$.

De plus, la quote-part de la Ville relativement aux droits contractuels des partenariats est la suivante:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Régie Intermunicipale de Police Thérèse-De Blainville	Régie Intermunicipale du Parc du Domaine-Vert
2023	108 713 \$	95 330 \$
2024	111 975 \$	95 696 \$
2025	115 334 \$	94 532 \$
2026	118 794 \$	96 360 \$
2027	649 615 \$	98 224 \$

21. Passifs éventuelsRégie intermunicipale de Police Thérèse-De Blainville**Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. À titre informatif, le rétablissement intégral de l'indexation automatique des rentes des participants retraités aurait pour effet d'augmenter la valeur des obligations constituées d'un montant estimé à 2 350 000 \$ au 31 décembre 2022.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
Emprunt hypothécaire de la CCCTB	1 750 000	122 728	196 220
	171	1 750 000	122 728
Dettes à long terme			
	172		
	173	1 750 000	122 728
			196 220

S.O

B) Auto-assurance

S.O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) PoursuitesAdministration municipale

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions et réclamations. La Ville conteste le bien fondé des réclamations en cours et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

D) AutresAdministration municipale

La Ville possède un site d'enfouissement qui sera éventuellement fermé. La fermeture du site d'enfouissement pourrait nécessiter des mesures de décontamination ou d'atténuation et la Ville a émis une lettre de garantie de 100 000 \$ en faveur du Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques à cette fin. Le coût de ces mesures d'atténuation ne peuvent actuellement faire l'objet d'une estimation précise. Ainsi, aucun montant n'a été provisionné aux états financiers.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

Des avis de griefs alléguant le non-respect de la convention collective ont été déposés par la Fraternité des policiers et policières de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville ou le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4708 pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la Ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Les partenariats ont été consolidés selon les pourcentages de quotes-parts apparaissant dans leurs budgets 2022 respectifs. Ces quotes-parts budgétées étaient les suivantes:

Régie Intermunicipale de Police Thérèse-De Blainville	34,89%
Régie Intermunicipale d'assainissement des eaux de Sainte-Thérèse et de Blainville	55,36%
Régie Intermunicipale du Parc du Domaine Vert	25,00%

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

26. Données comparatives

Certaines données comparatives ont été reclassées pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	42 989 016	44 173 400	44 435 615			44 435 615
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 560 008	2 894 700	2 818 225			2 818 225
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 821 200	1 571 500	2 097 590		91 509	2 189 099
Services rendus	5	5 729 853	6 190 900	5 912 570		973 991	6 713 772
Imposition de droits	6	8 230 833	3 022 900	11 655 543			11 655 543
Amendes et pénalités	7	865 167	1 320 200	868 881		843 769	1 712 650
Revenus de placements de portefeuille	8	80 967	83 000	577 334			577 334
Autres revenus d'intérêts	9	484 185	244 000	337 198		77 938	415 136
Autres revenus	10	301 890	289 900	260 758		(616 364)	(355 606)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	63 063 119	59 790 500	68 963 714		1 370 843	70 161 768
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	702 310		4 370 424		9 046	4 379 470
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	67 364		118 930			118 930
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(11 698)		10 553			
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	757 976		4 499 907		9 046	4 498 400
	22	63 821 095	59 790 500	73 463 621		1 379 889	74 660 168
Charges							
Administration générale	23	7 931 582	8 786 500	8 989 320	454 857		9 444 177
Sécurité publique	24	12 564 359	12 661 120	13 143 288	445 903	8 687 920	14 795 668
Transport	25	11 039 398	11 787 800	11 503 187	3 002 314		14 505 501
Hygiène du milieu	26	8 727 572	9 287 100	9 194 890	2 045 167	1 585 656	10 908 847
Santé et bien-être	27	209 517	239 800	212 144			212 144
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 067 278	1 268 300	1 040 798	15 317	162 189	1 218 304
Loisirs et culture	29	7 466 385	8 897 900	8 451 359	1 409 968	621 213	10 299 613
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 543 315	1 547 600	1 537 368		90 614	1 627 982
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	7 677 219	7 162 100	7 373 526	(7 373 526)		
	34	58 226 625	61 638 220	61 445 880		11 147 592	63 012 236
Excédent (déficit) de l'exercice	35	5 594 470	(1 847 720)	12 017 741		(9 767 703)	11 647 932

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 594 470	(1 847 720)	12 017 741	11 647 932
Moins : revenus d'investissement	2 (	757 976)	)	4 499 907)	4 498 400)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 836 494	(1 847 720)	7 517 834	(9 776 749)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	7 677 219	7 162 100	7 373 526	8 245 251
Produit de cession	5	49 846		26 698	623
(Gain) perte sur cession	6	88 096		24 957	601 536
Réduction de valeur / Reclassement	7				626 493
	8	7 815 161	7 162 100	7 425 181	1 473 884
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	28 851	28 900	62 962	62 962
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				501
	15	28 851	28 900	62 962	501
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	12 629			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	6 593 026)	6 322 200)	6 221 711)	304 211)
	18	(6 580 397)	(6 322 200)	(6 221 711)	(304 211)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	299 926)	169 000)	131 500)	58 544)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	14 572	1 221 620	510 500	27 812
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 109 602	113 900	913 980	274 399
Réserves financières et fonds réservés	22	(111 513)	(252 300)	(1 657 662)	(632 701)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	54 024	64 700	30 015	(41 133)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				(11 118)
	25	766 759	978 920	(334 667)	(430 167)
	26	2 030 374	1 847 720	931 765	740 007
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 866 868		8 449 599	(9 036 742)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Réalizations 2022		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	757 976	4 499 907	9 046	4 498 400
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	324 425)(	78 147)(	)	( 78 147)
Sécurité publique	3 (	32 870)(	1 077 910)(	213 797)(	1 291 707)
Transport	4 (	6 028 060)(	6 339 804)(	)	( 6 339 804)
Hygiène du milieu	5 (	1 030 419)(	2 311 950)(	)	( 2 311 950)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	16 728)(	)	( 16 728)
Loisirs et culture	8 (	1 284 522)(	1 354 136)(	11 093)(	1 365 229)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	8 700 296)(	11 178 675)(	224 890)(	11 403 565)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	107 500)()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	169 054)(	50 553)(	5 790)(	45 790)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	11 979 935	11 492 503		11 492 503
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	299 926	131 500	58 544	190 044
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	560 225	1 206 132		1 206 132
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	145 769	293 551	46 854	340 405
	19	1 005 920	1 631 183	105 398	1 736 581
	20	4 009 005	1 894 458	(125 282)	1 779 729
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	4 766 981	6 394 365	(116 236)	6 278 129

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021		2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	13 213 469	29 017 779	3 025 426	32 043 205
Débiteurs (note 5)	2	21 825 717	21 475 648	623 585	22 071 806
Prêts (note 6)	3	4 641 420	4 618 458		4 618 458
Placements de portefeuille (note 7)	4			19 441	19 441
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	613 386	623 939		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	40 293 992	55 735 824	3 668 452	58 752 910
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 641 845	8 595 399	1 200 176	9 768 148
Revenus reportés (note 12)	12	2 026 669	3 563 845	8 794	3 572 639
Dettes à long terme (note 13)	13	77 005 965	82 058 563	1 820 059	83 878 622
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 447 500	1 217 900	335 329	1 553 229
Autres passifs (note 14)	15				
	16	88 121 979	95 435 707	3 364 358	98 772 638
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(47 827 987)	(39 699 883)	304 094	(40 019 728)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	136 954 468	140 707 962	11 433 144	152 141 106
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	349 784	349 784		349 784
Stocks de fournitures	20	720 467	870 497		870 497
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	235 677	221 790	87 671	309 461
	23	138 260 396	142 150 033	11 520 815	153 670 848
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	11 117 026	17 339 891	1 390 669	18 730 560
Excédent de fonctionnement affecté	25	4 575 724	4 156 844	168 929	4 325 773
Réserves financières et fonds réservés	26	1 322 257	2 877 392	1 120 032	3 997 424
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(167 289))	(193 250))	1 398 174)	1 204 924)
Financement des investissements en cours	28	(1 205 948)	5 012 394	(235 887)	4 776 507
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	74 456 061	72 870 379	10 779 340	83 025 780
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	90 432 409	102 450 150	11 824 909	113 651 120
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	17 495 920	17 116 830	23 366 927	22 504 174
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	4 626 700	4 515 682	6 054 883	5 612 120
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	308 100	285 327	528 162	468 693
Autres biens et services	8	16 931 800	16 925 882	18 833 213	18 521 157
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 477 135	1 512 464	1 558 410	1 421 232
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	158 365	241 486	242 546	234 293
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	(87 900)	(216 582)	(172 974)	36 460
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	12 417 100	12 486 436	3 077 988	2 953 317
Transferts	15				
Autres	16	151 500	198 861	198 861	154 298
Autres organismes					
Transferts	17	389 100	571 325	571 325	306 429
Autres	18	256 700	216 329	264 455	255 193
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	7 162 100	7 373 526	8 245 251	8 518 844
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Provision mauvaise créance	21	30 000	29 173	126 026	230 601
Réclamation en dommages	22		30 272	(42 207)	90 933
Autres	23	321 600	158 869	159 370	191 522
	24	61 638 220	61 445 880	63 012 236	61 499 266

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	18 730 560	12 335 785
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 325 773	4 848 542
Réserves financières et fonds réservés	3	3 997 424	1 861 361
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 204 924)	(1 403 186)
Financement des investissements en cours	5	4 776 507	(1 325 599)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	83 025 780	85 686 285
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	113 651 120	102 003 188
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	17 339 891	11 117 026
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 390 669	1 218 759
	11	18 730 560	12 335 785
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Stationnement	12	94 850	94 850
▪ Équilibrage budgétaire subs	13	1 715 141	1 221 620
▪ Programme Rénovation Québec	14	6 501	6 501
▪ Transport en commun	15	1 118 773	1 118 773
▪ Solde produit cession Turgeon	16	97 746	217 353
▪ Solde produit cession Napoléon	17	69 965	137 269
▪ Subvention COVID et boomerang	18	1 052 956	1 779 358
▪ Subvention produits hygiènes	19	912	
▪	20		
	21	4 156 844	4 575 724
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RIPTB	22	168 178	264 580
▪ RIAESTB	23	751	8 238
▪	24		
	25	168 929	272 818
	26	4 325 773	4 848 542

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Élections	27	52 225	
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	52 225	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪ RIAESTB	33	980 445	410 807
▪	34		
▪	35		
	36	980 445	410 807
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 949 309	572 214
Organismes contrôlés et partenariats	38	111 621	95 429
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	177 228	1 205
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42	27 966	32 868
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45		
Autres			
▪ Fond de revitalisation	46	695 812	746 993
▪ Fonds de l'arbre -argile frêne	47	2 818	1 845
	48	2 964 754	1 450 554
	49	3 997 424	1 861 361

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 (	102 328)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 (	163 170)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
	56 (	265 498)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 ()(
Assainissement des sites contaminés	58 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 ()(
Autres		
▪ Appar dette 20 ans subv 10 ans	60 (	(193 250))(
▪	61 ()(
	62 (	72 248)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres		
▪	67 ()(
▪	68 ()(
	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 (	(91 524))(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres		
▪	74 ()(
▪	75 ()(
	76 (	(91 524))(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	(1 224 200)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	(1 404 953)
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪	81	
	82	(1 224 200)
	83 (	1 204 924)(
		(1 403 186)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84 7 540 680	4 281 205
Investissements à financer	85 (2 764 173)(	5 606 804)
	86 4 776 507	(1 325 599)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 152 141 106	149 636 606
Propriétés destinées à la revente	88 349 784	349 784
Prêts	89 4 618 458	4 641 420
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90 19 441	14 152
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 157 128 789	154 641 962
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 157 128 789	154 641 962
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (83 878 622)(	79 136 092)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (497 512)(	411 524)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 9 048 409	9 186 472
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98 1 132 676	1 257 452
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99 92 040	148 015
	100 (74 103 009)(	68 955 677)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ())
	102 (74 103 009)(	68 955 677)
	103 83 025 780	85 686 285

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Administration municipale

Le Régime de retraite des employés municipaux de la Ville de Sainte-Thérèse est un régime à prestations déterminées. La rente est calculée en fonction de l'âge, du salaire carrière, du salaire carrière indexé ou du salaire final et des années de services reconnus. Les années de services reconnus se terminent le 31 décembre 2013 pour les employés cadres.

L'admissibilité à participer au régime survient à la première des éventualités suivantes : le 1er janvier suivant la date où plus de 700 heures sont complétées ou le 1er janvier suivant la date où la rémunération gagnée est égale ou supérieure à 35 % du maximum des gains admissibles. Nonobstant ce qui précède, un employé peut, selon les critères de l'employeur, être admissible plus rapidement. Les employés cadres ne sont plus admissibles à adhérer à ce régime de retraite depuis le 1er janvier 2014.

La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date où un participant atteint son 65e anniversaire de naissance. Cependant, un participant peut être admissible à une retraite anticipée au cours des 10 années précédant sa date normale de retraite. Si un participant choisit de demeurer au service de l'employeur après la date normale de la retraite, le paiement de sa rente doit commencer au plus tard le dernier jour de l'année civile où le participant atteint son 71e anniversaire de naissance.

Le dernier rapport sur l'évaluation actuarielle complète a été effectué en date du 31 décembre 2020.

Le Régime de retraite des employés cadres de la Ville de Sainte-Thérèse est un régime à prestations déterminées mis en place rétroactivement en date du 1er janvier 2014 pour les employés cadres. Le service des employés cadres est crédité dans ce régime à compter du 1er janvier 2014. La rente est calculée en fonction de l'âge, du salaire final et des années de services reconnus à compter du 1er janvier 2014.

L'admissibilité à participer au régime survient à la première des éventualités suivantes : le 1er janvier suivant la date où plus de 700 heures sont complétées ou le 1er janvier suivant la date où la rémunération gagnée est égale ou supérieure à 35 % du maximum des gains admissibles. Nonobstant ce qui précède, un employé peut, selon les critères de l'employeur, être admissible plus rapidement.

La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date où un participant atteint son 65e anniversaire de naissance. Cependant, un participant peut être admissible à une retraite anticipée au cours des 10 années précédant sa date normale de retraite. Si un participant choisit de demeurer au service de l'employeur après la date normale de la retraite, le paiement de sa rente doit commencer au plus tard le dernier jour de l'année civile où le participant atteint son 71e anniversaire de naissance.

Le dernier rapport sur l'évaluation actuarielle a été effectué en date du 31 décembre 2019.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Ville de Sainte-Thérèse est également le promoteur de trois Régimes supplémentaires de retraite.

Au 1er janvier 1966 au 31 décembre 1985, les salariés de la Ville de Sainte-Thérèse ont participé au Régime de rentes régi par la Police collective numéro 107 (A) F.P. de La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie. Cette rente est payable directement aux participants à compter de l'âge de 65 ans par la compagnie d'assurance. La Ville de Sainte-Thérèse verse la rente aux participants entre la date de retraite sans réduction, si l'employé est à la retraite, et l'âge de 65 ans. Le premier régime supplémentaire concerne les rentes actuellement en paiement et le deuxième régime supplémentaire concerne les rentes qui seront payables à la retraite des employés. Le troisième régime supplémentaire a été mis en place suite à la retraite anticipée de certains participants le 31 décembre 2003 avant d'atteindre l'âge de 60 ans. La Ville effectue un versement de rente équivalant à la réduction actuarielle pour la prise de retraite anticipée à ces participants.

Les régimes supplémentaires ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle sur base comptable en date du 31 décembre 2019.

Depuis la sanction de la Loi RRSM le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la Loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés. Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette Loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même Loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie, car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville est un régime à prestations déterminées. La rente est calculée en fonction de l'âge, du salaire final et des années de services reconnus.

L'admissibilité à participer au régime survient à la première des éventualités suivantes : 6 mois de services continus ou l'obtention du statut d'employé régulier, le 1er janvier suivant la date où plus de 700 heures sont complétées, le 1er janvier suivant la date où la rémunération gagnée est égale ou supérieure à 35 % du maximum des gains admissibles.

L'âge de la retraite normale est 65 ans. La date de la retraite normale est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant le 65e anniversaire de naissance. Cependant, un participant peut être admissible à une retraite anticipée au cours des 10 années précédant sa date normale de retraite.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés. Depuis la sanction de la Loi RRSM le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la Loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette Loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même Loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie, car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 988 553)	(2 224 438)
Charge de l'exercice	4 (1 818 459)(	2 016 422)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 253 783	2 252 307
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (1 553 229)	(1 988 553)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 79 174 515	84 035 137
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (82 778 747)(	85 683 194)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (3 604 232)	(1 648 057)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 2 051 003	(340 496)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 553 229)	(1 988 553)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (1 553 229)	(1 988 553)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 4	5
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 79 174 515	84 035 137
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (82 778 747)(	85 683 194)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (3 604 232)(	1 648 057)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 690 316	3 554 470
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 690 316	3 554 470
Cotisations salariales des employés	21 (	1 865 870)(	1 844 324)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ())
	23	1 824 446	1 710 146
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	200 494	268 491
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	372 600	(372 600)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪ Coût service passé oblig. impl	29	(324 200)	448 900
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	2 073 340	2 054 937
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	4 403 746	4 153 861
Rendement espéré des actifs	33 (	4 658 627)(	4 192 376)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(254 881)	(38 515)
Charge de l'exercice	35	1 818 459	2 016 422
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	(5 584 436)	8 111 509
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	4 658 628)(	4 192 377)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(10 243 064)	3 919 132
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	2 699 092	(610 300)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	3 414 351	3 025 163
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	29 841 515	31 441 537
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	124 800	168 700
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	3 076 662	7 619 708
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,71 %	5,51 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,52 %	5,56 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,91 %	2,91 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	0,72 %	0,71 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	4 401	4 348
Autres régimes	117		
	118	4 401	4 348

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Cotisations des élus au RREM	120	22 910	22 051
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	77 208	74 312
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	40 548	41 412
	123	117 756	115 724
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	24 761 300	25 031 017	25 031 017
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	6 432 100	6 511 599	6 511 599
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	31 193 400	31 542 616	31 542 616
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	3 556 000	3 450 459	3 450 459
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	2 367 700	2 339 419	2 339 419
Matières résiduelles	15	2 459 000	2 465 748	2 465 748
Autres				
▪ Transport	16	3 001 700	3 033 673	3 033 673
▪	17	529 000	532 843	532 843
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	147 000	144 641	144 641
Service de la dette	20	919 600	926 216	926 216
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	12 980 000	12 892 999	12 892 999
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	12 980 000	12 892 999	12 892 999
	29	44 173 400	44 435 615	44 435 615
				42 989 016

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	100	289	136
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	497 300	486 681	430 425
Cégeps et universités	34	1 245 800	1 221 464	1 101 678
Écoles primaires et secondaires	35	1 151 500	1 109 791	1 027 769
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	2 894 700	2 818 225	2 560 008
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	2 894 700	2 818 225	2 560 008

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49		117 177	86 956
Sécurité publique				
Police	50		77 658	42 103
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	16 600	159 099	37 643
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	132 200	242 987	137 192
Traitement des eaux usées	66		1 066	1 561
Réseaux d'égout	67	20 300	204 860	36 524
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	341 500	390 959	364 142
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74	5 700	5 798	17 345
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80	14 760	14 760	
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	39 600	19 896	21 058
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	115 100	175 669	340 322
Autres	85	24 500	17 262	40 938
Réseau d'électricité	86			
	87	695 500	1 348 467	1 125 784

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93			
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95			604 800
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96			
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			2 988
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103			
Réseau de distribution de l'eau potable	104	2 277 785	2 277 785	
Traitement des eaux usées	105			
Réseaux d'égout	106	2 101 918	2 101 918	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112	(29 068)	(29 068)	75 399
Protection de l'environnement	113			
Autres	114			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122		9 046	19 123
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124	19 789	19 789	
Réseau d'électricité	125			
	126	4 370 424	4 379 470	702 310

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	541 200	414 276	414 276
Fonds de développement des territoires	132			530 549
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	334 800	334 847	334 847
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			5 547
	138	876 000	749 123	754 670
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 571 500	6 468 014	6 568 569
				22 753
				761 927
				2 590 021

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	353 900	395 775	281 521
Sécurité incendie	145	149 000	194 268	194 268
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	502 900	590 043	475 789
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	3 547 900	3 160 627	3 160 627
Réseau de distribution de l'eau potable	156	110 100	110 459	110 459
Traitement des eaux usées	157		3 170	4 779
Réseaux d'égout	158	42 500	41 238	41 238
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		986	986
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162	152 000	171 018	171 018
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	3 852 500	3 487 498	3 489 107
				3 557 906

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	40 400	40 456	64 979
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	40 400	40 456	64 979
Réseau d'électricité	180			
	181	4 395 800	4 117 997	4 029 875
				3 956 087

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182		36 307	36 226
Évaluation	183			
Autres	184	1 204 700	1 162 783	1 213 233
	185	1 204 700	1 314 814	1 249 459
Sécurité publique				
Police	186	28 000	26 948	350 104
Sécurité incendie	187	25 000	35 477	71 286
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	53 000	62 425	421 390
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	35 000	28 689	66 712
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193	75 700	74 578	60 746
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198	1 700	2 442	2 442
	199	112 400	105 709	127 458
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	10 000	3 812	15 094
	210	10 000	3 812	15 094

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	393 100	447 778	749 139
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	21 900	12 066	12 066
Autres	222			
	223	415 000	459 844	761 205
Réseau d'électricité	224			
	225	1 795 100	1 794 573	2 683 897
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	6 190 900	5 912 570	6 713 772
				6 398 961

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	691 200	920 628	570 138
Droits de mutation immobilière	228	2 200 000	10 616 903	7 562 871
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230	131 700	118 012	97 824
	231	3 022 900	11 655 543	8 230 833
AMENDES ET PÉNALITÉS	232	1 320 200	868 881	2 017 384
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	233	83 000	577 334	80 967
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	244 000	337 198	509 722
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		(24 957)	(47 569)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241		2 982	3 320
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	289 900	401 663	460 686
	245	289 900	379 688	416 437
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 312 700	1 489 443		1 489 443	1 489 443	1 155 867
Greffe et application de la loi	2	1 258 400	1 308 643	1 863	1 310 506	1 310 506	1 426 543
Gestion financière et administrative	3	2 048 100	2 007 052	11 089	2 018 141	2 018 141	1 810 795
Évaluation	4	723 600	754 106		754 106	754 106	103 758
Gestion du personnel	5	977 700	1 173 968		1 173 968	1 173 968	877 207
Autres							
▪ Autres	6	2 466 000	2 256 108	441 905	2 698 013	2 698 013	3 265 825
▪	7						
	8	8 786 500	8 989 320	454 857	9 444 177	9 444 177	8 639 995
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	7 707 900	7 795 219	31 935	7 827 154	9 033 631	9 101 828
Sécurité incendie	10	4 577 220	4 987 807	413 968	5 401 775	5 401 775	4 906 551
Sécurité civile	11	4 300					8 924
Autres	12	371 700	360 262		360 262	360 262	351 495
	13	12 661 120	13 143 288	445 903	13 589 191	14 795 668	14 368 798
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	6 212 000	5 630 619	2 661 707	8 292 326	8 292 326	8 236 070
Enlèvement de la neige	15	2 675 900	2 867 657	43 095	2 910 752	2 910 752	2 709 600
Éclairage des rues	16	140 300	160 557	257 722	418 279	418 279	512 355
Circulation et stationnement	17	300 900	400 016	28 447	428 463	428 463	282 163
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 456 200	2 442 571		2 442 571	2 442 571	2 347 969
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	2 500	1 767	11 343	13 110	13 110	7 334
	22	11 787 800	11 503 187	3 002 314	14 505 501	14 505 501	14 095 491

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 226 600	4 201 628	442 997	4 644 625	4 644 625	4 422 802
Réseau de distribution de l'eau potable	24	692 700	810 169	681 241	1 491 410	1 491 410	1 389 202
Traitement des eaux usées	25	1 191 900	1 191 888		1 191 888	860 678	2 260 124
Réseaux d'égout	26	523 300	673 463	919 167	1 592 630	1 592 630	1 564 828
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	431 900	421 790		421 790	421 790	424 292
Élimination	28	365 400	353 979		353 979	353 979	356 040
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	375 600	353 736		353 736	353 736	345 224
Tri et conditionnement	30	233 200	55 000		55 000	55 000	57 654
Matières organiques							
Collecte et transport	31	273 600	259 067		259 067	259 067	254 617
Traitement	32	174 100	147 102		147 102	147 102	159 854
Matériaux secs	33	266 600	252 681		252 681	252 681	223 813
Autres	34	63 700	58 564		58 564	58 564	66 018
Plan de gestion							
Autres	36	463 500	369 955	1 762	371 717	371 717	445 388
Cours d'eau	37		27 752		27 752	27 752	
Protection de l'environnement	38		14 028		14 028	14 028	
Autres	39	5 000	4 088		4 088	4 088	
	40	9 287 100	9 194 890	2 045 167	11 240 057	10 908 847	11 969 856
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	177 500	180 144		180 144	180 144	177 517
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	62 300	32 000		32 000	32 000	32 000
	44	239 800	212 144		212 144	212 144	209 517

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	866 000	745 464	13 696	759 160	921 349	947 799
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	185 200	51 181		51 181	51 181	68 655
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	217 100	244 153	1 621	245 774	245 774	235 991
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	1 268 300	1 040 798	15 317	1 056 115	1 218 304	1 252 445
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 231 000	1 152 855	78 017	1 230 872	1 230 872	1 038 561
Patinoires intérieures et extérieures	54	369 400	516 614	6 573	523 187	523 187	323 119
Piscines, plages et ports de plaisance	55	248 200	199 764	89 509	289 273	289 273	279 699
Parcs et terrains de jeux	56	3 129 300	3 300 461	896 703	4 197 164	4 818 378	4 449 457
Parcs régionaux	57	168 600	182 927		182 927		
Expositions et foires	58						
Autres	59	17 600	5 629		5 629	5 629	
	60	5 164 100	5 358 250	1 070 802	6 429 052	6 867 339	6 090 836
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	31 500	31 496		31 496	31 496	31 496
Bibliothèques	62	2 213 000	1 895 736	206 581	2 102 317	2 102 317	2 059 597
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	1 489 300	1 165 877	132 585	1 298 462	1 298 461	1 089 250
	66	3 733 800	3 093 109	339 166	3 432 275	3 432 274	3 180 343
	67	8 897 900	8 451 359	1 409 968	9 861 327	10 299 613	9 271 179

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	1 477 700	1 591 165		1 591 165	1 635 750	1 480 793
Autres frais	70	157 800	162 785		162 785	165 206	174 732
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	(152 700)	(293 600)		(293 600)	(254 881)	(38 515)
Autres	72	64 800	77 018		77 018	81 907	74 975
	73	1 547 600	1 537 368		1 537 368	1 627 982	1 691 985
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	7 162 100	7 373 526 (	7 373 526)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	781 671	781 671	296 222
Usines de traitement de l'eau potable	2	146 370	146 370	14 933
Usines et bassins d'épuration	3			80 447
Conduites d'égout	4	1 355 039	1 355 039	323 481
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 954 217	3 954 217	3 826 569
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 066 856	1 066 856	776 447
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	429 505	434 654	409 085
Autres infrastructures	11	314 215	314 215	511 671
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	41 059	41 059	366 760
Édifices communautaires et récréatifs	14	750 336	750 336	471 663
Améliorations locatives	15		17 299	17 821
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 443 638	1 485 203	186 600
Ameublement et équipement de bureau	18	84 246	224 510	456 838
Machinerie, outillage et équipement divers	19	811 523	832 136	1 236 326
Terrains	20			
Autres	21			
	22	11 178 675	11 403 565	8 974 863

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	781 671	781 671	296 222
Usines de traitement de l'eau potable	24	146 370	146 370	14 933
Usines et bassins d'épuration	25			80 447
Conduites d'égout	26	1 355 039	1 355 039	323 481
Autres infrastructures	27	5 764 793	5 769 942	5 201 168
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			322 604
Autres immobilisations corporelles	33	3 130 802	3 350 543	2 736 008
	34	11 178 675	11 403 565	8 974 863

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	6 756 172		772 388	5 983 784
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	63 604 972	11 492 503	5 753 534	69 343 941
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	70 361 144	11 492 503	6 525 922	75 327 725
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	8 909 992	636 241	733 904	8 812 329
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	276 480	27 900	68 300	236 080
Autres tiers	12				
	13	9 186 472	664 141	802 204	9 048 409
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	9 186 472	664 141	802 204	9 048 409
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	9 186 472	664 141	802 204	9 048 409
	19	79 547 616	12 156 644	7 328 126	84 376 134
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	79 547 616	12 156 644	7 328 126	84 376 134

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	82 552 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 528 286
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	177 228
Débiteurs	9	9 030 710
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	7 540 680
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	68 331 668
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	2 042 322
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	227 100
Autres organismes	19	2 580 618
Endettement total net à long terme	20	73 181 708
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	73 181 708
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	289 500	297 123	289 298
Sécurité publique				
Police	4	7 345 700	7 345 695	2 337 426
Sécurité incendie	5	18 400	29 400	41 300
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	186 000	185 923	
Transport collectif	9	2 456 200	2 442 571	2 347 969
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 695 700	1 695 653	(33 546) (63 821)
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	177 500	180 144	180 144 177 517
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	35 400	56 500	56 500 56 500
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	44 100	70 500	70 500 70 500
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	168 600	182 927	32 959 33 628
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	12 417 100	12 486 436	3 077 988 2 953 317

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022*Non audité*

		2022	2021
Rémunération	1	223 824	202 910
Charges sociales	2		
Biens et services	3	10 954 851	8 497 386
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	11 178 675	8 700 296

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	47,00	35,00	89 632,00	5 201 415	1 343 433	6 544 848
Professionnels	2						
Cols blancs	3	67,05	34,00	108 547,00	4 228 176	1 092 063	5 320 239
Cols bleus	4	76,16	40,00	151 823,00	5 366 741	1 386 134	6 752 875
Policiers	5						
Pompiers	6	25,54	40,00	52 926,00	1 909 346	493 150	2 402 496
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	215,75		402 928,00	16 705 678	4 314 780	21 020 458
Élus	9	9,00			634 976	200 902	835 878
	10	224,75			17 340 654	4 515 682	21 856 336

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	242 987	825 660	1 452 125		2 520 772
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	14 902	649 793	1 642 083		2 306 778
Autres	16	1 532 566	(29 068)	78 998	57 968	1 640 464
	17	1 790 455	1 446 385	3 173 206	57 968	6 468 014

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	(133 115)	44 402
	4	(133 115)	44 402
Sécurité publique			
Police	5	2 721	2 942
Sécurité incendie	6	105 731	109 792
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	108 452	112 734
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	727 681	564 306
Enlèvement de la neige	11	18 547	11 613
Autres	12	32 759	12 578
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	778 987	588 497
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	102 432	106 417
Réseau de distribution de l'eau potable	17	219 870	213 394
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	254 910	261 951
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	14 534	17 647
Autres	25		
	26	591 746	599 409
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	902	1 016
Rénovation urbaine	32	38 625	32 548
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	39 527	33 564
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	110 497	118 405
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	2 465	2 685
Autres	38	38 809	43 619
	39	151 771	164 709
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 537 368	1 543 315

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Christian Charron	Maire	92 539	17 546	25 077	
Héloïse Bélanger	Conseiller	43 253	17 546		
Armando Melo	Conseiller	39 858	17 546		
Johane Michaud	Conseiller	40 176	17 546		
Michel Milette	Conseiller	42 970	16 687	3 462	
Barbara Morin	Conseiller	40 176	17 546		
Mylène Morissette	Conseiller	43 253	17 546		
Jacynthe Prince	Conseiller	41 396	17 546		
Luc Vézina	Conseiller	40 176	17 546	315	

Note

En 2022, un montant de 25 259 \$ a été versé en allocation de départ et de transition.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 000 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	3 <input type="checkbox"/> 6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	6 <input type="checkbox"/> 9 <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	9	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	13	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	16	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	_____ \$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	_____ \$
Ligne 24 : Libres	22	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	26	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 89 656 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 5 839 385 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 _____ \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 2019-450
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2019-10-07
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 4
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 1
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 _____
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 13 14
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 17 18
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-01

Nom du signataire : Sylvie Trahan

Fonction du signataire : Directrice et greffière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2023-04-28 09:43

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	63 063 119	59 790 500	68 963 714	1 370 843	70 161 768
Investissement	2	757 976		4 499 907	9 046	4 498 400
	3	63 821 095	59 790 500	73 463 621	1 379 889	74 660 168
Charges	4	58 226 625	61 638 220	61 445 880	11 147 592	63 012 236
Excédent (déficit) de l'exercice	5	5 594 470	(1 847 720)	12 017 741	(9 767 703)	11 647 932
Moins : revenus d'investissement	6 (	757 976)(	)	4 499 907)(	9 046)(	4 498 400)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 836 494	(1 847 720)	7 517 834	(9 776 749)	7 149 532
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	7 677 219	7 162 100	7 373 526	871 725	8 245 251
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	12 629				
Remboursement de la dette à long terme	10 (	6 593 026)(	6 322 200)(	6 221 711)(	304 211)(	6 525 922)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	299 926)(	169 000)(	131 500)(	58 544)(	190 044)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 066 685	1 147 920	(203 167)	(371 623)	(574 790)
Autres éléments de conciliation	13	166 793	28 900	114 617	602 660	717 277
	14	2 030 374	1 847 720	931 765	740 007	1 671 772
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	6 866 868		8 449 599	(9 036 742)	8 821 304

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	13 213 469	29 017 779	32 043 205
Débiteurs	2	21 825 717	21 475 648	22 071 806
Placements de portefeuille	3			19 441
Autres	4	5 254 806	5 242 397	4 618 458
	5	40 293 992	55 735 824	58 752 910
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	77 005 965	82 058 563	83 878 622
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	1 447 500	1 217 900	1 553 229
Autres	9	9 668 514	12 159 244	13 340 787
	10	88 121 979	95 435 707	98 772 638
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(47 827 987)	(39 699 883)	(40 019 728)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	136 954 468	140 707 962	152 141 106
Autres	13	1 305 928	1 442 071	1 529 742
	14	138 260 396	142 150 033	153 670 848
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	11 117 026	17 339 891	18 730 560
Excédent de fonctionnement affecté	16	4 575 724	4 156 844	4 325 773
Réserves financières et fonds réservés	17	1 322 257	2 877 392	3 997 424
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	(167 289)) (	(193 250)) (	1 204 924) (
Financement des investissements en cours	19	(1 205 948)	5 012 394	4 776 507
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	74 456 061	72 870 379	83 025 780
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			85 686 285
	22	90 432 409	102 450 150	113 651 120
				102 003 188

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Stationnement	23	94 850	94 850
▪ Équilibrage budgétaire subs	24	1 715 141	1 221 620
▪ Programme Rénovation Québec	25	6 501	6 501
▪ Transport en commun	26	1 118 773	1 118 773
▪ Solde produit cession Turgeon	27	97 746	217 353
▪ Solde produit cession Napoléon	28	69 965	137 269
▪ Subvention COVID et boomerang	29	1 052 956	1 779 358
▪ Subvention produits hygiènes	30	912	
▪	31		
	32	4 156 844	4 575 724
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	168 929	272 818
	34	4 325 773	4 848 542
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
Organismes contrôlés et partenariats ¹	35	2 877 392	1 322 257
	36	1 120 032	539 104
	37	8 323 197	6 709 903

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	68 331 668
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	73 181 708

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	69 343 941	63 604 972
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	5 983 784	6 756 172
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	8 812 329	8 909 992
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	236 080	276 480
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	84 376 134	79 547 616

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	42 989 016	44 173 400	44 435 615	44 435 615
Compensations tenant lieu de taxes	13	2 560 008	2 894 700	2 818 225	2 818 225
Quotes-parts	14				
Transferts	15	1 821 200	1 571 500	2 097 590	2 189 099
Services rendus	16	5 729 853	6 190 900	5 912 570	6 713 772
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	9 176 967	4 426 100	13 101 758	13 945 527
Autres	18	786 075	533 900	597 956	59 530
	19	63 063 119	59 790 500	68 963 714	70 161 768
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	702 310		4 370 424	4 379 470
Autres	23	55 666		129 483	118 930
	24	757 976		4 499 907	4 498 400
	25	63 821 095	59 790 500	73 463 621	74 660 168

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
Administration générale	1	8 786 500	8 989 320	454 857	9 444 177	9 444 177	8 639 995
Sécurité publique							
Police	2	7 707 900	7 795 219	31 935	7 827 154	9 033 631	9 101 828
Sécurité incendie	3	4 577 220	4 987 807	413 968	5 401 775	5 401 775	4 906 551
Autres	4	376 000	360 262		360 262	360 262	360 419
Transport							
Réseau routier	5	9 329 100	9 058 849	2 990 971	12 049 820	12 049 820	11 740 188
Transport collectif	6	2 456 200	2 442 571		2 442 571	2 442 571	2 347 969
Autres	7	2 500	1 767	11 343	13 110	13 110	7 334
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	6 634 500	6 877 148	2 043 405	8 920 553	8 589 343	9 636 956
Matières résiduelles	9	2 647 600	2 271 874	1 762	2 273 636	2 273 636	2 332 900
Autres	10	5 000	45 868		45 868	45 868	
Santé et bien-être	11	239 800	212 144		212 144	212 144	209 517
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	866 000	745 464	13 696	759 160	921 349	947 799
Promotion et développement économique	13	217 100	244 153	1 621	245 774	245 774	235 991
Autres	14	185 200	51 181		51 181	51 181	68 655
Loisirs et culture	15	8 897 900	8 451 359	1 409 968	9 861 327	10 299 613	9 271 179
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 547 600	1 537 368		1 537 368	1 627 982	1 691 985
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	54 476 120	54 072 354	7 373 526	61 445 880	63 012 236	61 499 266
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	7 162 100	7 373 526 (	7 373 526)			
	21	61 638 220	61 445 880		61 445 880	63 012 236	61 499 266

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Réalizations 2022		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	757 976	4 499 907	9 046	4 498 400
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	8 700 296)(	11 178 675)(	224 890)(	11 403 565)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	276 554)(	50 553)(	5 790)(	45 790)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	11 979 935	11 492 503		11 492 503
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	299 926	131 500	58 544	190 044
Excédent accumulé	6	705 994	1 499 683	46 854	1 546 537
	7	4 009 005	1 894 458	(125 282)	1 779 729
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	4 766 981	6 394 365	(116 236)	6 278 129

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14